AVANT-GARDE

Collectif révolution permanente au Canada

Québec: non à la pseudo-laïcité xénophobe, abrogation de la loi 21! 2

L'État canadien contre le droit du Québec 3

Appel du 8 mars aux femmes travailleuses 4

Adresse internationale du 1^{er} mai 6

Pour la révolution permanente au Soudan 8

Contre le blocus étasunien de l'Iran 10

ABC du marxisme : l'internationalisme 12



QUÉBEC: NON À LA PSEUDO-LAÏCITÉ XÉNOPHOBE, ABROGATION DE LA LOI 21!

Le 16 juin, le gouvernement québécois dirigé par la Coalition avenir Québec (CAQ) a fait adopter sous le bâillon le projet de loi 21 portant sur la « laïcité ». Il s'agit en gros d'interdire le port des signes religieux pour les employé-es de la fonction publique québécoise qui sont en position d'autorité comme les juges, les policiers, les gardiens de prison et même les enseignant-es. Bien entendu, c'est le voile ou foulard islamique qui est visé. Legault suit la même politique islamophobe que la plupart des gouvernements capitalistes occidentaux, qui ciblent en bloc les personnes de confession musulmane en bloc comme étant une menace pour la soi-disant « civilisation occidentale ». C'est une énième tentative méprisable pour diviser la classe ouvrière et dévier la grogne parmi les travailleurs et les travailleuses envers les mesures d'austérité en faisant des immigrant-es et des minorités religieuses des boucs émissaires.

Nous avons déjà écrit sur la question de la laïcité l'année dernière en démontrant qu'elle est utilisée comme une arme contre les travailleur-euses immigré-es, plus particulièrement les musulman-es.

https://groupemarxiste.info/2018/05/25/quebec-la-fausse-laicite-des-xenophobes/

L'État bourgeois se permet de dicter à la classe ouvrière comment elle devrait se vêtir tout en utilisant hypocritement la défense des droits des femmes pour justifier l'interdiction du port du voile au sein d'une couche du prolétariat. D'un combat historiquement progressiste, la laïcité sert maintenant de caution à la discrimination et l'oppression.

Le projet de loi 21 avait été déposé le 28 mars et a suscité un débat intense au Québec et aussi dans le reste du Canada, souvent sur une base chauvine. La Confédération des syndicats nationaux (CSN), une des plus grosses centrales syndicales québécoises, a pris position contre ce projet de loi en disant qu'il cautionne des préjugés.

La CSN s'est ainsi prononcée contre le projet de loi 21, contre l'utilisation de la disposition de dérogation prévue par le gouvernement Legault, et elle a dit souhaiter que la clause de droits acquis prévus pour les employés visés par la loi soit étendue aux élèves qui étudient actuellement pour occuper ces mêmes postes. (La Presse, 15 mai 2019)



La dérogation mentionnée dans l'article concerne la clause inscrite dans la loi constitutionnelle canadienne de 1982 qui permet de faire adopter des projets de loi qui vont à l'encontre de la Charte des droits et libertés du Canada. Cette clause est bien entendu évoquée par la CAQ pour donner de la légitimité à la loi 21. Au niveau de l'autre grande centrale, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, le Conseil régional du Montréal métropolitain a également pris position contre le projet de loi 21.

Lors de l'assemblée générale du 7 mai 2019, les personnes déléguées présentes ont voté à la majorité une résolution réaffirmant leur attachement à la laïcité de l'État. Elles se sont par le fait même opposées « à toute législation interdisant le port de signes religieux à toute ... personne salariée, quelle que soit sa fonction, à moins qu'il nuise à sa prestation de travail pour des raisons d'identification, de communication et de santé-sécurité au travail. (CRMM de la FTQ, Communiqué, 13 mai 2019)

Lors du vote à l'Assemblée nationale du Québec, la CAQ et le Parti québécois (PQ) ont voté en faveur tandis que le Parti libéral (PL) et Québec solidaire (QS) ont voté contre.

Le PQ est en quelque sorte l'inspirateur de cette loi, car il a tenté de faire adopter un projet similaire en 2014, connu sous le nom de « Charte des valeurs québécoises », et il est très en pointe à la fois dans la campagne contre les signes religieux et pour diminuer les seuils d'immigration.

Québec solidaire, parce qu'il est réformiste et électoraliste [voir *Avant-Garde* n° 2]. , s'est opposé à la loi 21 pour des motifs bornés à la démocratie :

Le 27 juin 1975, les élu-es du peuple québécois ont adopté à l'unanimité la Charte québécoise des droits et libertés de la personne. Aujourd'hui, les élu-es de la CAQ ont bâillonné les oppositions pour suspendre les droits et libertés de nos concitoyennes et de nos concitoyens. Pour François Legault, « c'est une triste façon de passer à l'histoire de notre démocratie », a affirmé la porte-parole de Québec solidaire, Manon Massé, au Salon bleu de l'Assemblée nationale, dimanche, pendant l'adoption forcée du projet de loi 21



sur les signes religieux. (QS, Communiqué de presse, 16 juin 2019)

La question des droits des personnes immigrantes n'est pas du tout évoquée dans ce texte, pas plus que l'unité de la classe ouvrière qui est un terme sans aucun doute démodé pour ce parti petit-bourgeois. Pour QS, les fondements de la démocratie bourgeoise doivent être défendus, peu importent les droits des travailleur-euses les plus opprimé-es de la société québécoise et l'unité des exploités.

La loi 21 fait clairement partie des attaques qui se multiplient à l'heure actuelle contre la classe ouvrière et qui font partie des plans de la bourgeoisie de diviser pour mieux régner. Le mouvement ouvrier dans son ensemble doit s'opposer résolu-

ment à toute mesure visant à restreindre les droits des immigrant-es, y compris celui de porter des signes religieux. La position de la CSN et du Conseil régional du Montréal métropolitain de la FTQ contre la loi 21 représentent un pas dans la bonne direction.

Ultimement, il faudra en finir avec ce système d'exploitation et d'oppression qu'est le capitalisme qui nous réserve toujours davantage de misère, de guerre et de racisme pour maintenir son pouvoir. Il faut construire dès maintenant un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste dans la lignée du Parti bolchevik de Lénine et Trotsky pour mener la révolution prolétarienne jusqu'à la victoire.

25 juillet 2019

L'ÉTAT CANADIEN NIE UNE FOIS DE PLUS LE DROIT DU QUÉBEC À L'AUTODÉTERMINATION

Le 20 février dernier, le gouvernement du Parti libéral du Canada/Liberal Party of Canada (PLC/LPC) a déposé devant la Cour d'appel du Québec un document d'une centaine de pages, en anglais seulement, qui proclame l'illégalité de toute sécession unilatérale du Québec. Ce geste s'inscrit dans la contestation de la loi 99 qui avait été adopté en décembre 2000 par le gouvernement du Parti Québécois (PQ) en réponse à la loi sur la clarté référendaire du gouvernement canadien qui imposait des conditions à l'indépendance du Québec, dont une très vague « majorité claire » lors d'un référendum. La règle du 50 % +1 était donc rejetée sans équivoque par l'État canadien.

La loi 99 avait été contestée dès 2001 par l'avocat Keith Henderson, ancien chef du défunt Parti Égalité/Equality Party, anglo-chauvin. En 2013 il avait reçu l'appui du gouvernement canadien dirigé alors par le Parti conservateur du Canada/Conservative Party of Canada (PCC/CPC) de Stephen Harper. En 2018, la Cour supérieure du Québec avait rejeté leur recours judiciaire et donné raison au gouvernement québécois. C'est pourquoi la cause a été portée devant la Cour d'appel du Québec, car les chauvins canadiens veulent éviter à tout prix la sécession du Québec, même si en ce moment il n'y a pas de référendum à l'horizon et que le PQ indépendantiste a subi une débâcle lors des élections québécoises d'octobre 2018 [voir Avant-Garde n° 4].

Le fait que l'État canadien ait déposé son mémoire uniquement en anglais démontre un réel mépris pour la majorité des Québécois et les minorités francophones hors-Québec. C'est aussi une entorse à la loi sur les langues officielles adoptée en 1969 par le PLC/LPC de Pierre Elliott Trudeau, le père du premier ministre actuel Justin Trudeau. Ce document de l'actuel PLC/LPC comprend l'obligation d'obtenir le consentement de la majorité des provinces canadiennes pour que l'indépendance du Québec soit valide. C'est une négation claire du caractère national du Québec qui se voit ravalé au statut d'une simple province canadienne.

Des sources fédérales ont mentionné que le gouvernement et ses avocats se basent sur l'avis de la Cour suprême sur le renvoi relatif à la sécession du Québec, en 1998. Le plus haut tribunal du pays affirmait alors que la sécession d'une province du Canada doit être considérée, en termes juridiques, comme requérant une modification de la Constitution, qui exige forcément une négociation. (Radio-Canada, 27 mars 2019)

Rappelons que le gouvernement québécois n'a jamais ratifié la Constitution canadienne de 1982 imposée de force par l'État canadien.

Le Collectif révolution permanente au Canada défend inconditionnellement le droit du Québec et des Premières Nations à l'autodétermination, à se séparer, et s'oppose résolument à toute tentative de la part de l'État impérialiste canadien pour le contrecarrer. Si le peuple québécois décidait de se séparer, la constitution fédérale de 1982 et le mémoire du gouvernement Trudeau fils de 2019 seraient piétinés par la marche de l'histoire. Pour autant, nous ne préconisons pas l'indépendance politique du Québec et nous sommes en faveur de l'unité la plus large possible du prolétariat, sans contraintes ni ingérence de la part de la bourgeoisie anglophone. Nous appelons à la mise sur pied, après le triomphe de la révolution prolétarienne, d'une fédération socialiste nord-américaine basée sur une union volontaire des différents peuples qui en feront partie.

1er avril 2019

8 MARS: PLACE AUX FEMMES TRAVAILLEUSES!

Tous les mouvements politiques bourgeois réactionnaires qui apparaissent et se développent sur la planète - de Trump aux États-Unis ou Bolsonaro au Brésil jusqu'aux partis xénophobes et fascistes d'Europe, en passant par le djihadisme et les dictatures islamistes - concentrent leurs attaques politiques les plus odieuses contre les droits des femmes. Celles-ci, constituent partout, avec les migrants et les minorités ethniques et sexuelles, le bouc émissaire offert à la « patrie » pour endosser les fautes du capitalisme, qui a transformé chacun de ces pays en un tas d'ordures économique, social et politique.

Partout dans le monde, les femmes sont les premières victimes des effets de la crise, du chômage, de l'austérité et de la précarité du travail. Et elles partaient déjà d'un niveau nettement inférieur que celui de leurs collègues masculins, en termes de qualité d'emploi et de salaire. En général, leur charge de travail domestique reste bien supérieure à celle des hommes et elles continuent d'être majoritairement celles qui s'occupent des enfants, des personnes âgées, des malades

chroniques et des handicapés. Toutes tâches qui devraient incomber à l'ensemble de la société.

En plein XXI^e siècle, des millions de femmes souffrent encore d'amputations génitales, de mariages juvéniles forcés et d'esclavage sexuel. Les travailleuses des pays les plus pauvres sont les principales victimes de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle et cette activité connaît une croissance exponentielle dans tous les pays, en particulier les plus riches.

La domination machiste dans les sphères familiale, professionnelle et sociale, la violence physique et psychologique à l'égard des femmes, la marchandisation de leur corps ou leur réduction à un animal reproducteur, non

seulement ne disparaissent pas, mais trouvent, au contraire, un soutien idéologique accru dans les religions et dans les nouveaux courants politiques réactionnaires qui se développent et qui, lorsqu'ils gouvernent visent en priorité à augmenter au maximum l'exploitation et à détruire les acquis et droits conquis par les travailleuses et les travailleurs.

Les religions, le patriarcat, l'idéologie misogyne et machiste — de même que la xénophobie, le racisme ou l'homophobie - ont été utilisées par la classe capitaliste, depuis qu'elle existe, comme un puissant instrument de division à l'intérieur des classes ouvrières. Cette division permet de disposer d'une grande masse de travailleuses éduquées à la soumission et bon marché. C'est pourquoi l'oppression des femmes, en particulier des travailleuses, ne disparaît jamais totalement et n'est atténuée que là où se sont déroulées de grandes luttes sociales pour leur libération... quand la bourgeoisie n'a pas réussi à les annuler.

Le droit à l'avortement libre et gratuit, par exemple, a été instauré pour la première fois dans l'histoire par la révolution russe. Il a fallu des décennies de lutte acharnée pour obtenir que l'avortement ne soit plus un délit dans un certain nombre de pays. Mais aujourd'hui, ce droit est remis en cause dans

presque tous ces pays. Des chrétiens-fascistes menacent des médecins en Irlande, aux États-Unis... Trump aux États-Unis, le PP et VOX en Espagne, les gouvernements du Brésil, de la Pologne, de la Hongrie, de l'Autriche, entre autres, ont l'intention de le supprimer. Néanmoins, les victoires des femmes en Espagne en 2014 et en Pologne en 2016, contraignant leurs gouvernements respectifs à retirer les lois anti-avortement, ont annoncé une nouvelle vague de mobilisations importantes dans de nombreux pays qui a culminé le 8 mars 2018 et qui peut se répéter, voire s'accroître, en 2019.

Avec deux épicentres, l'un en Argentine et l'autre en Espagne, les mobilisations récentes ont comme mérite d'avoir commencé à briser, en partie, le carcan du féminisme bourgeois et petit-bourgeois décomposé qui a dominé depuis des décennies, jusqu'à l'étouffer, le mouvement de libération des femmes. Le processus actuel repose sur l'organisation par toutes sortes d'associations, d'assemblées ouvertes, généralement des assemblées de quartier, qui, dans

les deux pays, sont parvenues à étendre leurs racines parmi les jeunes travailleuses. Ainsi, les revendications spécifiques des femmes travailleuses, des migrants, des minorités ethniques se sont naturellement frayées un chemin parmi celles de la classe ouvrière confrontée tout entière à ses exploiteurs. Un « féminisme de classe », comme il se désigne, se développe en s'appuyant, tout au moins en Espagne, sur des syndicats ouvriers minoritaires (CGT, CNT, COS, etc.). La lutte de classe se développe, enfin, au sein du féminisme, et l'incorporation des revendications des travailleuses à celles de l'ensemble de la classe ouvrière, renforce les mobilisations. Cependant, en l'absence d'une véritable organisation révolutionnaire proposant un programme cohérent, les

méthodes et les objectifs adoptés sont parfois contradictoires et souvent très confus, empreints d'une idéologie dominante centrée sur la sphère privée, moralisatrice et caritative, si caractéristique du féminisme petit-bourgeois et bourgeois nord-américain.

En Espagne, la coordination du mouvement, réunie à Valence début février, a appelé à la « grève générale féministe », en fait à une journée de grève sans objectif concret à arracher aux employeurs ou au gouvernement. Les courants « sororistes » qui pratiquent la guerre des sexes ne s'adressent qu'aux femmes, tandis que les courants « lutte de classe » appellent les deux sexes à se joindre dans la grève, dans une lutte solidaire et commune dirigée, bien sûr, par les travailleuses, et appellent les organisations de la classe ouvrière à reprendre leurs revendications.

Nous considérons comme une obligation et une nécessité que l'ensemble de la classe ouvrière et toutes ses organisations s'engagent résolument pour la défense de la liberté et de l'égalité des femmes dans tous les domaines, pour la défense de leur droit à contrôler leur vie, leur corps et leur capacité reproductive et pour la défense de toutes



leurs revendications spécifiques comme travailleuses particulièrement exploitées et opprimées.

Nous considérons également que seule une vision programmatique globale ayant comme objectif de mettre définitivement fin à la société de classes, qui est à l'origine de toute oppression, peut donner à la lutte pour la libération des femmes et pour les revendications des travailleuses la perspective qui l'unifie et l'intègre à la libération définitive de la classe ouvrière tout entière.

Avec Rosa Luxemburg, Clara Zetkin et Alexandra Kollontaï : place aux femmes travailleuses !

- Contre toutes les formes de discrimination et d'oppression des femmes.
- Pour la répartition du travail entre toutes et tous, par la réduction de la journée de travail sans réduction de salaire, jusqu'à la résorption du chômage.
- Contre le travail précaire et pour l'égalité salariale réelle entre hommes et femmes.
- Salaires, allocations et pensions permettant à toutes les travailleuses et tous les travailleurs de vivre décemment.
- Services publics abondants, gratuits et de qualité pour la prise en charge des enfants, des malades et des personnes dépendantes.
- Logements décents pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs.
- Pour l'élimination immédiate de toute religion à l'école.
 Une seule école publique, laïque, gratuite et mixte.
- Éducation sexuelle scientifique axée sur l'amour et le

- respect de sa propre liberté sexuelle et de celle des autres, quelle que soit son orientation.
- Aucune forme de financement direct ou indirect aux différentes confessions religieuses.
- Contraception et avortement libres et gratuits pris en charge par la santé publique. Défense de santé publique, universelle, gratuite et laïque. Respect et traitement médical adéquat des pathologies et des maladies spécifiquement féminines.
- Contre la réification et la marchandisation des femmes.
 Pour l'interdiction et la pénalisation du proxénétisme.
 Pour l'interdiction de la gestation pour autrui.
- Droit de franchir les frontières librement et en toute sécurité pour toutes les travailleuses, tous les travailleurs et les jeunes en formation. À bas les murs et les frontières.
- Contre la justice machiste et les lynchages médiatiques de toutes sortes. Épuration de tous les juges réactionnaires. Pour une authentique justice démocratique non-sexiste où les juges sont éligibles et révocables par les conseils de travailleuses et de travailleurs.
- Pour un gouvernement des travailleuses et des travailleurs vers une société sans classes, sans exploitation et sans oppression. Pour le socialisme international.

8 mars 2019

CoReP (Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie), IKC (Espagne) & TML (Brésil)

ALGÉRIE: ARRÊT DE LA RÉPRESSION, LIBÉRATION DE LOUISA HANOUNE!

Les protestations massives de la population algérienne contre le régime et sa corruption ont abouti à un changement de façade. Le général Salah et l'état-major, qui étaient jusqu'alors les alliés fidèles du clan de Bouteflika, se sont retournés contre lui.

La télévision a montré le 5 mai l'arrivée de trois personnalités au tribunal militaire de Blida : le frère du président déchu, Saïd Bouteflika ; l'ex-coordinateur des services de sécurité, Athmane Tartag ; le patron durant un quart de siècle des services secrets algériens (DRS), Mohamed Mediène dit Toufik.

Le chef d'état-major de l'ANP et vice-ministre de la défense nationale, Ahmed Gaïd Salah, est allé jusqu'au bout de ses menaces publiques contre ceux qu'il a présentés, il y a quelques jours, comme étant une bande, l'accusant d'avoir comploté contre l'État. (El Watan, 6 mai)

La justice militaire a aussi placé le 9 mai Hanoune, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), en détention provisoire, après l'avoir inculpée de « complots contre l'armée et l'État ».

Convoquée comme témoin par le tribunal militaire de Blida, Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs, a été placée en détention après plus de cinq heures d'audition par le juge chargé du dossier de Saïd Bouteflika et des deux généraux Toufik et Tartag. (El Watan, 10 mai)

Le 21 mai, les étudiants qui manifestaient contre le régime maintenu ont été réprimés.

L'État bourgeois tente d'intimider. Les organisations ouvrières de tous les pays doivent protester contre la répression des manifestants, l'arrestation et l'emprisonnement de tout responsables d'un syndicat ou d'un parti d'origine ouvrière, quelle que soit sa politique.

Dans le cas du PT, que la presse présente abusivement comme « trotskyste », cette politique est indéfendable. Le PT avait constitué une coalition avec l'ancien parti unique (FLN) et les islamistes (FIS) puis, après la guerre civile, s'était rapproché du régime Salah-Bouteflika, ce qui permettait à son courant international (l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, dirigée alors par Daniel Gluckstein) de tenir des conférences en Algérie.

Mais c'est à la classe ouvrière de juger ses organisations et ses dirigeants, pas à l'appareil répressif de l'État bourgeois.

Solidarité internationale avec les travailleuses, les travailleurs et les jeunes algériens ! Libération immédiate de Hanoune ! Levée de toutes les poursuites contre les manifestants étudiants et les dirigeants du PT ! Respect du droit de manifester, de s'exprimer, de s'organiser !

28 mai 2019, Collectif révolution permanente

1^{ER} MAI : TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS !

Les masses d'Algérie et du Soudan se lèvent contre les régimes tyranniques de leur bourgeoisie privilégiée, celui du FLN et de l'armée dans un cas, celui de l'islamisme et de la police politique dans l'autre. Des milliers de militants ouvriers ont rompu avec les dirigeants confédéraux du COSATU et avec le Parti « communiste » SACP qui gèrent le capitalisme sudafricain avec le parti de la bourgeoisie noire ANC depuis 1994. Ils viennent de constituer un parti qui se réclame de la révolution sociale (SWRP).

Dans un monde capitaliste qui court à la catastrophe, ce sont des signes que la classe ouvrière peut se défendre et sauver l'humanité.

LES PUISSANCES IMPÉRIALISTES SE DISPUTENT LE MONDE

Deuxième économie mondiale, la Chine est devenue un impérialisme de poids, par le montant de ses exportations, la constitution de grands groupes (comme Huawei le plus apte au passage des communications à la 5G qui est un enjeu mondial), ses achats de terres cultivables et d'entreprises étrangères, ses prêts à des États en difficulté (dont le Venezuela et le Soudan). Le monde étant partagé depuis longtemps, elle ne peut prendre une place qu'au détriment des vieilles puissances impérialistes (États-Unis, Allemagne, Japon, France, Grande-Bretagne, Canada...).

Pour garantir ses approvisionnements et ses débouchés, pour défendre les intérêts de ses firmes multinationales, l'État chinois, comme ses rivaux, renforce son armée et établit des bases à l'étranger (Djibouti). La Chine fait les yeux doux à tous ceux que l'impérialisme étasunien menace, elle se présente comme la championne du libre-échange tout en construisant patiemment et méthodiquement sa propre politique impérialiste autour des « nouvelles routes de la soie ».

L'impérialisme dominant ne pouvait plus supporter sans réagir de voir s'affaiblir ses positions, non seulement vis-à-vis de l'impérialisme chinois, son rival le plus menaçant, mais aussi vis-à-vis de tous ses autres concurrents. Il ne peut plus supporter que quiconque, comme la Syrie, l'Iran ou le Venezuela, profitant de son affaiblissement relatif, ose le défier.

Les États-Unis s'appuient sur leurs atouts économiques, culturels et militaires. Ils multiplient les décisions de justice contre les groupes capitalistes étrangers. Depuis l'élection de Trump, des mesures protectionnistes (élévation de droits de douane) frappent des centaines de milliards de dollars d'exportations européennes, canadiennes et surtout chinoises aux États-Unis et des mesures de rétorsion ont été prises symétriquement par l'UE et la Chine contre les exportations américaines.

La guerre économique est non seulement un facteur de crise économique, mais aussi d'instabilité grandissante entre les principaux pays impérialistes et dans chaque pays. Au Moyen-Orient, les États-Unis ont engagé une lutte implacable pour faire reculer et asphyxier l'Iran. Trump donne sa bénédiction à l'État colonial d'Israël pour l'annexion de Jérusalem et de la Cisjordanie. Les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne...

soutiennent la monarchie réactionnaire d'Arabie saoudite dans une guerre meurtrière au Yémen (à laquelle participait le Soudan). La France favorise en Libye l'offensive du maréchal Haftar contre le gouvernement soutenu par les autres puissances occidentales, en particulier l'Italie. Elle renforce ses

interventions militaires au Mali comme en Centrafrique.

La Russie a une base militaire en Syrie, consolide mainmise sur Crimée et entretient des sécessions en Ukraine, en Géorgie et en Moldavie. Les m e n a c e s d'intervention militaire de Trump au Venezuela pour précipiter la chute de Maduro s'inscrivent également dans l'offensive des États-Unis pour regagner leur mainmise sur l'Amérique latine tout en leur offrant possibilité d'évincer Venezuela 100



investisseurs chinois et russes. La Turquie, avec le consentement de la Russie et des États-Unis, mène des opérations militaires contre le mouvement national kurde en Irak et en Syrie. La Chine occupe des îles de son voisinage qui justifient le militarisme chez les États capitalistes voisins (Japon, Vietnam, Corée du Sud, Philippines, Australie).

LA MONTÉE DE LA RÉACTION SOUS TOUTES SES FORMES

Sur tous les continents, les libertés démocratiques (le droit de s'informer, de débattre, de faire grève, de manifester, de s'organiser...) reculent. Des travailleurs sont réduits à l'esclavage. Des murs sont bâtis par Israël, les États-Unis, etc. Souvent, les réfugiés sont les premières victimes, mais tous les opprimés et tous les travailleurs sont menacés. Le droit à l'avortement, dans les pays où il a été arraché malgré les institutions religieuses, est mis en cause. L'État birman extermine les musulmans ; l'État turc occupe militairement le Kurdistan ; l'État espagnol refuse le droit aux habitants de la Catalogne de décider de leur sort...

Non seulement des pays subissent des crises économiques sévères (Venezuela, Argentine, Turquie...) mais les États capitalistes les plus avancés infligent aux travailleurs le chômage, la précarité, le report de l'âge de la retraite, la détérioration des hôpitaux publics et de l'école publique, la

hausse des loyers... Les capitalistes recourent au chantage à la délocalisation (dans le pays ou à l'étranger).

Dans ce cadre, les partis traditionnels du capital sont usés, minés, discrédités et ne parviennent plus, ou très mal, à trouver une assise suffisante dans le cadre de la démocratie bourgeoise, plus ou moins parlementaire. La paupérisation relative ou absolue de couches toujours plus larges de la population, non seulement de la classe ouvrière, mais aussi d'une partie de la petite bourgeoisie, ne leur garantit plus d'assise électorale stable. Nombre de leurs électeurs s'abstiennent ou se tournent vers des partis « populistes », cléricaux, xénophobes, voire fascistes. Tous les partis bourgeois, vieux et nouveaux, brandissent le drapeau d'un nationalisme plus agressif pour dévier la colère des masses contre « l'étranger », externe ou interne (migrants, minorités religieuses...), protéger leur propre bourgeoisie et accentuer l'exploitation.

Les aventuriers et les nouveaux partis xénophobes et cléricaux



font mine s'opposer a u système », à « l'oligarchie », de représenter peuple » contre les « élites » : ils ont remporté 1 e référendum e n Grande-Bretagne, remporté élections au Brésil, en Italie, en Autriche, en Turquie, en Inde, aux Philippines, Pologne, etc. Mais le repli national l'agressivité militaire, l'obscurantisme religieux, résoudront en rien les difficultés des travailleurs.

Les succès des démagogues « populistes » et des partis fascisants reposent sur

l'absence d'une alternative révolutionnaire pour la classe ouvrière au déclin du capitalisme, à sa menace envers l'environnement, à sa crise politique, aux tensions internationales.

Les bureaucraties syndicales et les partis « réformistes » traditionnels n'obtiennent plus de concessions de leur bourgeoisie. Les appareils syndicaux sabotent les résistances avec des « journées d'action » symboliques et impuissantes tout en collaborant aux attaques patronales et gouvernementales. Souvent, les anciens partis sociaux-patriotes (travaillistes, sociaux-démocrates, « communistes »…) se trouvent emportés dans le même discrédit que les partis bourgeois traditionnels. L'affaiblissement du SPD en Allemagne, du PCF et du PS en France, la disparition du PCI en Italie, le discrédit du PT du Brésil sont des exemples frappants.

POUR EN FINIR AVEC LA BARBARIE CAPITALISTE

Malgré l'intensification des mesures pour maintenir le taux de profit, malgré les restrictions des libertés démocratiques, malgré l'installation de gouvernements ultraréactionnaires dans un certain nombre de pays, nulle part la classe ouvrière n'a été écrasée. Au Brésil, les travailleurs salariés, les femmes, les étudiants et les Indiens relèvent déjà la tête en commençant à se rassembler contre les premiers coups du gouvernement Bolsonaro. En Hongrie, des manifestations importantes ont défilé contre Orban. En Italie, des centaines de milliers de travailleurs ont manifesté à Rome contre le gouvernement Salvini-Di Maio. En Algérie, des millions de prolétaires, de jeunes, de femmes, de travailleurs indépendants et de cadres se mobilisent contre le régime corrompu. Au Soudan, par millions les masses cherchent à en finir avec le régime d'oppression islamiste et de vol qui a de plus divisé profondément le pays.

En Algérie, au Soudan, au Brésil, partout, pour que gagne le camp de l'immense majorité, celui des exploités, des opprimés, pour abattre réellement le système, il faut mener la révolution sociale. C'est aux travailleurs de s'emparer des usines, des mines, des moyens de transport et de communication, des banques et des terres. Pour s'organiser partout, il faut des assemblées, des comités qui élisent leurs représentants et se coordonnent à l'échelle locale et nationale. Tout le pouvoir à ces structures ! « L'assemblée constituante » ou la « transition démocratique » ne feront que maintenir le capitalisme et l'appareil de répression, comme cela s'est passé en Espagne, en Tunisie, au Venezuela... Au maintien du capitalisme, tout « État islamique » ajoute l'oppression des femmes, des jeunes, des minorités religieuses, des homosexuels, comme l'ont montré le califat de l'EI, l'Iran, le Soudan.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la grève générale, l'autoorganisation, le ralliement des conscrits, la prise du pouvoir par les travailleurs des villes et des campagnes!

Partout dans le monde, la classe ouvrière et la jeunesse ont besoin d'air frais, d'une stratégie de révolution permanente, d'une internationale communiste, pour prendre le pouvoir, bâtir une société sans classe et sans frontières.

Contre le nationalisme ranci des bourgeoisies aux abois et de leurs agents sociaux-patriotes! Vive la solidarité ouvrière internationale! Liberté de circulation des réfugiés et des travailleurs! Fin des blocus et des expéditions impérialistes, fermeture des bases militaires! Démantèlement d'Israël pour une Palestine unifiée, démocratique et laïque aux mains des travailleurs arabes et juifs!

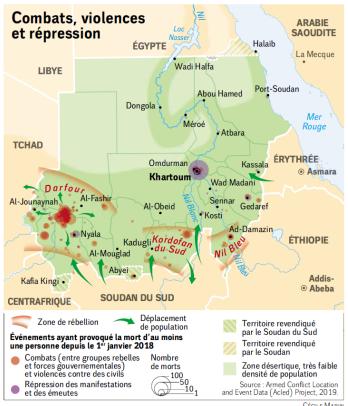
Reconstruction d'une internationale ouvrière sur la base du programme de l'Internationale communiste du temps de Lénine et de la 4º Internationale du temps de Trotsky!

Expropriation des groupes capitalistes, contrôle de la production et des échanges en fonction des besoins et non plus du profit! Dissolution des corps de répression et armement des travailleurs!

Contre la barbarie capitaliste sous toutes ses formes, révolution sociale, gouvernement ouvrier! Vive le socialisme mondial!

1^{cr} mai 2019 Collectif révolution permanente (Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie) Fração Trotskista – Vanguarda Proletária (Brésil) Internaciema Kolektivista Cirklo (Espagne)

SOUDAN: POUR QUE LA RÉVOLUTION TRIOMPHE



CÉCILE MARIN

Une bourgeoisie incapable d'unifier le pays

Au moment de l'indépendance officielle (1956), la bourgeoisie soudanaise naissante se divise politiquement entre deux options. L'une mise sur la religion pour dominer les autres classes ; elle s'incarne en plusieurs mouvements : l'Oumma (née en 1945) hostile à l'Égypte et aussi les Frères musulmans du Front de la charte islamique (ICF, aujourd'hui divisé entre NCP et PCP). L'autre table sur le nationalisme arabe qui a le vent en poupe dans l'Égypte voisine : le Parti national unioniste (NUP, aujourd'hui DUP), le terme « unioniste » désignant la volonté initiale du parti pronassérien d'unifier la Soudan et l'Égypte.

Faute d'une accumulation suffisante de capital à l'échelle nationale, la bourgeoisie soudanaise a du mal à s'unifier à l'échelle de tout le pays, à stabiliser l'État, à assurer son hégémonie sur les autres classes sociales. Les puissances impérialistes (surtout Grande-Bretagne et États-Unis), les puissances régionales (Égypte, Israël, Arabie saoudite, Iran) et même des États voisins (Érythrée, Tchad, Éthiopie, Ouganda...) interfèrent dans la vie politique et contribuent à la balkanisation du pays. Plus que les élections et le parlement, les coups d'État militaires et les soulèvements populaires vont rythmer la vie politique du pays.

La classe ouvrière peut-elle suppléer la défaillance historique de la bourgeoisie ? Le parti dont dispose le prolétariat à l'indépendance, le Parti communiste du Soudan (SCP), est un des plus importants partis ouvriers d'Afrique. Il est présent aussi bien au sud qu'au nord. Il dirige la jeune classe ouvrière, en particulier du rail, il influence nombre de paysans, d'étudiants, d'intellectuels, de soldats et d'officiers. Mais, malgré le nom « communiste », il est en fait stalinien, menchevik. Il n'a aucune confiance dans la

classe ouvrière. Il subordonne le prolétariat à la petite bourgeoisie et à la bourgeoisie nationales au nom de « l'unité des forces vives de la nation », de « l'union de la classe ouvrière, de la paysannerie, de la bourgeoisie nationale, des intellectuels progressistes » (SCP, 1 janvier 1956).

1989: LE PUTSCH DU CHEIKH TOURABI ET DU CO-LONEL BACHIR

En 1989, le colonel Omar Al-Bachir renverse le gouvernement Al-Mahdi et prend le pouvoir avec l'aide du NIF. Il proclame un État islamique, interdit les partis politiques et les syndicats indépendants (la centrale SWTUF devient un appendice de l'État). Le NIF purge massivement l'armée, la police et l'administration civile. Il instaure un parti unique, islamiste, le Parti du congrès national (NCP).

En 2003, le régime décide alors de maintenir le Darfour par la force dans ses frontières, avec les mêmes méthodes qu'au Soudan du Sud auparavant. Comme l'armée se montre peu offensive, il paye et équipe des milices « arabes » (Janjawids). Le conflit cause à ce jour 300 000 morts et 2,5 millions de déplacés.

En 2011, la partition entre Nord et Sud a lieu. Le Soudan du Sud hérite de la plus grande partie des gisements de pétrole (entre 70 % et 80 %). En janvier 2016, le Soudan rompt avec l'Iran. Il se rapproche de l'Égypte et des monarchies du Golfe. L'Arabie saoudite vend du carburant à bas prix et prête un milliard de dollars (environ 900 millions d'euros) ; en échange, le Soudan soutient l'invasion du Yémen et fournit des troupes, surtout des milices. Les États-Unis lèvent leurs sanctions en octobre 2017.

La Chine est le principal fournisseur du Soudan et le principal investisseur. Le parti unique NCP invite le parti unique de Chine, le PCC, à son congrès de 2017. Il envoie des cadres s'instruire à l'école de formation des hauts fonctionnaires chinois, l'université de Pudong (Shanghai).

2018 : LE DÉBUT D'UNE RÉVOLUTION

Le PIB baisse de 2,3 % en 2018. Le déficit commercial s'accroît malgré les exportations clandestines d'or. L'inflation est d'au moins 70 %. 70 % des dépenses budgétaires sont alloués aux corps de répression (services secrets dont NISS, milices reconverties en RSF, armée traditionnelle...).

Le 19 décembre 2018, le gouvernement soudanais annonce, parmi d'autres mesures, le triplement du prix du pain. Dès le lendemain, la population, dont de nombreuses femmes, manifeste. Ce soulèvement s'inscrit dans les luttes démocratiques en cours en Angola, en Éthiopie, en Gambie et surtout en Algérie. Les manifestations sont organisées par une structure petite-bourgeoise, l'Association des professionnels soudanais (SPA) qui regroupe des ingénieurs, des avocats, des médecins, des universitaires...

La répression est violente : arrestations, tabassages, tirs sur la foule de la NISS et des milices islamistes RSF. Le bilan est de 90 journalistes arrêtés, 9 femmes condamnées au fouet pour conduite inconvenante, 800 condamnations à de longues peines de prison et au moins 60 morts.

Mais les masses, au bout de quatre mois de sacrifices, font basculer des conscrits et des sous-officiers. Certains les protègent contre les exactions de la police politique : le 8 avril, des soldats affrontent une « force de réaction rapide » (la 5RSF du général Daglo dit « Hemetti »). Des formes d'auto-organisation apparaissent dans les quartiers. La révolution commence.

La classe dominante prépare depuis longtemps des solutions de rechange bourgeoises avec le secours des bourgeoisies impérialistes occidentales. D'une part, la police politique et l'état-major de l'armée sont prêts à sacrifier le fusible Bachir (comme leurs équivalents ont évincé Bouteflika en Algérie), solution à laquelle se résigne aussi la Chine. D'autre part, les partis politiques bourgeois (DUP, Oumma, PCP...) intègrent à leurs alliances et à leur stratégie de défense du capitalisme et de sauvegarde de l'État bourgeois l'organisation militante de la petite bourgeoisie, la SPA, et le seul parti ouvrier, le SCP.

Cette union nationale est nommée Déclaration pour la liberté et le changement (FDFC). Le 1er janvier, elle publie son programme. Il n'est même pas démocratique : il n'est pas question d'un gouvernement élu, mais d'un gouvernement civil dirigeant le pays pendant 4 ans sans consulter la population qui est envoyée sans armes affronter le régime.

La SPA, si elle organise les manifestations, supplie l'état-major d'évincer Bachir et prêche aux masses le pacifisme. Les ouvriers et les employés lui servent de troupes, car ils n'ont pas d'organisation propre, indépendante (véritablement communiste). Le Parti « communiste » qui avait déjà constitué un front populaire avec les débris politiques du panarabisme et avec l'Oumma, s'aligne totalement sur la petite bourgeoisie et même la grande.

Le secrétariat du comité central du PC soudanais a lancé deux appels les 31 décembre et 1^{er} janvier, appelant à la poursuite des actions de masse, basées sur l'unité des forces de l'opposition et autour de leur revendication déclarée : le renversement du régime, son démantèlement et sa liquidation... En outre, il a appelé les masses à rester fermes et à s'unir autour de leurs aspirations à un avenir radieux fondé sur l'égalité, l'état de droit et la participation indépendante des travailleurs au processus décisionnel et à la mise en oeuvre. Il a affirmé son attachement aux principes contenus dans l'alternative démocratique adoptée par l'opposition. (SCP, 8 janvier 2019)

Le 11 avril, une junte appelée Conseil militaire de transition (TMC) destitue Bachir, libère les manifestants et opposants prisonniers et prend le pouvoir pour 2 ans. À sa tête, le général Burhan est un des chefs de la répression du Darfour ; Hemetti est le numéro 2 La Chine reconnait immédiatement le TMC.

Le Parti « communiste » prêche le pacifisme et tente d'empêcher la lutte de classe prolétarienne.

Le SCP et toutes les forces de l'opposition poursuivent leur révolution jusqu'à la mise en place d'un gouvernement civil qui représente les masses et met en oeuvre le programme alternatif démocratique accepté par toutes les forces. (SCP, 12 avril 2019)

Le 27 avril, la FDFC et le TMC annoncent un compromis pour un gouvernement transitoire mixte, composé de bourgeois civils et de gradés. Le 13 mai, des bandes armées, probablement la NISS officiellement dissoute et les RSF plus puissantes que jamais, attaquent les manifestants. Le 15 mai, le TMC et la FDFC publient un accord pour confier le pouvoir pour 3 ans à un Conseil de souveraineté, non élu, composé à 67 % de la FDFC.

2019: POUR LA RÉVOLUTION PERMANENTE

Les libertés fondamentales doivent être conquises par les travailleurs et servir à la classe ouvrière à prendre la tête des masses, à construire des organes de type soviétique, à désarmer la NISS et les RSF, à miner l'armée bourgeoise et à gagner les soldats, avec leurs armes, à la cause de la révolution. La combinaison des exigences politiques et sociales de la classe ouvrière, des paysans travailleurs, des fonctionnaires de base, des étudiants, des conscrits, etc. posera le problème de la prise du pouvoir par les travailleurs.

Pour mener la révolution à la victoire, l'avant-garde des travailleurs et des étudiants doit s'organiser, en lien avec les révolutionnaires prolétariens de la région et du monde entier, en un parti ouvrier indépendant de l'impérialisme, de l'État bourgeois, des partis capitalistes qu'ils soient nationalistes arabes ou islamistes, un parti du type bolchevik.

Libertés démocratiques ! Séparation de l'État et de la religion ! Interdiction effective de l'excision des filles ! Égalité juridique pour les femmes ! Respect des minorités nationales et religieuses ! Droit de séparation ou de rattachement au Soudan du Sud des peuples opprimés !

Reconstruction et développement du réseau ferroviaire ! Santé et éducation publiques, gratuites et laïques ! Nationalisation sans indemnité ni rachat de toutes les entreprises privatisées ! Annulation de la dette de Bachir au FMI ! Contrôle ouvrier sur les entreprises ! Nationalisation des banques sous le contrôle des travailleurs ! Expropriation des terrains des villes et des grandes propriétés foncières, crédit et équipements bon marché pour les paysans travailleurs, encouragement aux coopératives agricoles !

Autodéfense des manifestations ! Dissolution de la Réserve centrale de la police, des Forces de soutien rapide, de la police politique et de l'armée de métier !

Rupture des syndicats ouvriers et du SCP avec la bourgeoisie! Conseils de travailleurs salariés, de paysans pauvres, de soldats et d'étudiants! À bas la junte TMC! Gouvernement ouvrier et paysan reposant sur les conseils et l'armement des travailleurs! Fédération socialiste de l'Afrique de l'Est!

16 mai 2019

Collectif révolution permanente (Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie)

Internaciema Kolektivista Cirklo (Espagne)



IMPÉRIALISME AMÉRICAIN ET ÉTAT SIONISTE, BAS LES PATTES DEVANT L'IRAN !



L'acharnement des États-Unis à dominer le monde est encore plus brutal depuis qu'ils se sont économiquement affaiblis et qu'ils ont subi diverses défaites militaires et politiques. D'où l'hostilité aux négociations multilatérales et à l'OMC, la multiplication de mesures protectionnistes, la dénonciation des traités antérieurs, le militarisme exacerbé...

À cause de l'impossibilité d'occuper militairement l'Irak et l'Afghanistan, à cause de l'influence de la Russie et de l'Iran qui ont sauvé le régime tortionnaire de la Syrie, à cause de l'hostilité grandissante du régime islamiste turc qui était un pilier de l'OTAN, l'État américain mise plus que jamais sur le régime militaire de l'Égypte, la monarchie absolue de l'Arabie saoudite et l'État colonial d'Israël. Il s'agit de renverser les gouvernements qui osent le défier en Asie de l'Ouest et de contrer ses rivaux, avant tout les impérialisme russe et chinois, mais aussi ses alliés officiels, les États européens et le Japon.

En contrepartie, le prince ben Salmane et les autres monarques du Golfe peuvent arrêter, torturer et assassiner leurs opposants. Après avoir financé Al-Qaida et l'État islamique, ils répandent toujours la version la plus rétrograde et la plus antisémite de l'islam dans le monde entier. Ils interviennent militairement au Yémen avec la Jordanie, le Maroc, l'Égypte et le Soudan. Pour sa part, Netanyahou a le feu vert de Washington pour poursuivre la colonisation de Jérusalem et de la Cisjordanie, étouffer la bande de Gaza avec la complicité du maréchal Sissi, y détruire périodiquement les infrastructures, massacrer sa population, bombarder régulièrement les troupes iraniennes en Syrie.

Les États impérialistes qui se sont dotés de l'arme nucléaire n'ont rien exigé du Pakistan ou d'Israël qui l'ont aussi acquise. Mais ils voulaient interdire à l'Iran de le faire. Par l'accord de Vienne (JCPoA/PAGC), conclu en juillet 2015 entre l'Iran et la plupart des puissances mondiales (Allemagne, Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie), le président Rohani acceptait d'y renoncer malgré l'hostilité du « guide suprême »

Khamenei. La population iranienne avait alors accueilli avec soulagement la levée des sanctions et l'État iranien avait respecté ses engagements.

Le candidat du Parti républicain s'était prononcé durant l'élection présidentielle étasunienne de 2016 contre les opérations militaires à l'étranger menées par le président précédent, Obama (Parti démocrate). Mais Trump disait aussi que l'accord de Vienne était « un désastre », « le pire jamais conclu dans l'histoire ».

Après avoir annulé l'accord avec Cuba en 2016 et avant de mener un coup d'État au Venezuela en 2019, le président Trump, son conseiller John Bolton, le secrétaire d'État (ministre des affaires étrangères) Mike Pompeo et le secrétaire à la Défense (ministre de l'armée) Patrick Shanahan ont révoqué l'accord avec l'Iran le 8 mai 2018. Ils ont décrété de nouveau des sanctions économiques et menacé toutes les firmes qui commerceraient avec l'Iran ou y investiraient. L'UE a protesté, mais les firmes européennes ont plié.

Le 8 avril 2019, l'État américain a classé les Pasdaran (Gardiens de la révolution), la principale force militaire de l'Iran, celle qui intervient en Syrie et qui possède une partie de l'économie iranienne, comme « terroriste ». Le 2 mai, le gouvernement américain a durci les sanctions : fin des exemptions pour certains pays (dont l'Inde) d'importation de pétrole iranien ; interdiction des exportations d'acier, d'aluminium, de cuivre... Comme toujours, ce sont les travailleurs qui sont les principales victimes de la restriction des échanges, de l'étranglement économique, de la chute de la production, de l'inflation galopante.

Le 5 mai, la Maison Blanche a annoncé le déploiement d'un porte-avions et quatre bombardiers à capacité nucléaire dans la région, invoquant sans la moindre preuve « un certain nombre d'indications et d'alertes troublantes ». En 1964, le président (Parti démocrate) des États-Unis avait commencé la guerre au Vietnam en arguant, de la même façon, de menaces militaires

dans le golfe du Tonkin. Aujourd'hui, il est établi qu'il s'agissait d'une falsification, comme le prétexte des « armes de destruction massive » de Saddam Hussein dont Bolton fut un des inventeurs en 2003. Le conseiller militaire de Trump est de longue date un partisan de la guerre à l'Iran. Il entretient des relations avec les monarchistes exilés (autour de Reza Pahlavi) et avec les Moudjahidines du peuple liés au régime irakien puis à l'impérialisme américain (OMPI de Radjavi).

Les États-Unis pourraient effectuer un travail soigné de destruction, mais seul Israël peut faire ce qui est nécessaire. Une telle action devrait être combinée à un vigoureux soutien à l'opposition iranienne, dont l'objectif sera le changement de régime à Téhéran. (John Bolton, Pour arrêter la bombe iranienne, bombarder l'Iran, 26 mars 2015)

Depuis, l'arsenal a été renforcé en Méditerranée, au prétexte « d'activités navales anormales » de bateaux iraniens.

Jeudi dernier, lors d'une réunion des principaux conseillers à la sécurité nationale du président Trump, le secrétaire à la défense par intérim Patrick Shenahan a présenté un plan militaire actualisé qui envisage d'envoyer jusqu'à 120 000 militaires au Proche-Orient si l'Iran devait attaquer les forces américaines ou accélérer ses travaux en matière d'armes nucléaires. (New York Times, 13 mai 2019)

Le 13 mai, Pompeo a fait irruption, sans invitation, dans une réunion des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne à Bruxelles pour tenter, en vain, d'arracher le soutien à sa politique d'agression de l'Iran. Le même jour, la presse espagnole a fait état d'une lettre secrète de Washington dénonçant le projet de l'UE de créer une armée européenne. Quelques jours plus tard, le président étatsunien a écrit un message belliqueux.

Si l'Iran veut se battre, ce sera la fin officielle de l'Iran. Plus jamais de menaces à l'encontre des États-Unis. (Donald Trump, 19 mai 2019)

Les travailleurs avancés du monde entier sont partisans du renversement du régime des ayatollahs qui est né de l'écrasement de la révolution de 1978-1979, qui a tué des milliers de militants ouvriers, qui a préservé le capitalisme et s'y est incorporé, qui réprime les grèves, qui opprime les femmes et les minorités nationales. Mais cette tâche ne peut être confiée à une autre bourgeoisie rapace, aux Netanyahou et aux Trump. Actuellement, les mesures et les menaces étrangères soudent la population au régime islamiste et elles renforcent, en son sein, l'aile la plus répressive.

Les adversaires conservateurs de M. Rohani, depuis toujours méfiants de ses tentatives de renouer des relations avec l'Amérique, se sentent confortés. (The Economist, 11 mai 2019)

Il revient à la classe ouvrière et aux opprimés d'Iran de chasser les capitalistes et bourreaux islamistes. La meilleure aide à leur fournir est que le mouvement ouvrier des États-Unis, d'Israël et de tous les pays s'oppose à toute opération militaire contre l'Iran et exige la levée immédiate du blocus étasunien.

30 mai 2019 CoReP (Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie) IKC (Espagne)



AVANT-GARDE

trimestriel du CoReP au Canada imprimé par le Groupe marxiste internationaliste (CoReP en France)

supplément à *Révolution communiste* n° 35 directeur de publication : Étienne Valyi ISSN : 2273-8762

corepcanada@tutanota.com

site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, turc...: revolucionpermanente.com site du GKK / Autriche: klassenkampf.net site du GMI / France: groupemarxiste.info site de PD / Turquie: patronsuzdunya.com

ABC DU MARXISME : L'INTERNATIONALISME

Dans toute question politique vraiment sérieuse et profonde, la polarisation se fait par classes et non par nations. (Lénine, Notes critiques sur la question nationale, décembre 1913)

Le capitalisme est né des conquêtes coloniales et des échanges internationaux du XVIe au XVIIIe siècle. À partir de la « révolution industrielle », les exportations et les importations s'intensifièrent, les premiers pays capitalistes important leurs matières premières des pays moins industrialisés, en particulier de leurs colonies, et exportant leurs produits finis vers ces pays. Actuellement, s'est établie dans le monde une division internationale du travail, chaque pays ayant ses spécialités minières, manufacturières ou agricoles. Par conséquent, les monnaies doivent aussi être échangées. Tout produit complexe implique la collaboration économique de plusieurs pays. Partout, sans parler des touristes

et des pèlerins, une partie des travailleurs et des étudiants vient d'un autre pays.

Certes, les bourgeoisies du XVIIe au XIXe siècle se sont révélées capables d'unifier des grandes villes et des petits États dans des structures étatiques plus larges. Certes, les grandes entreprises sont transnationales. Certes, les principales bourgeoisies se sont accordées pour mettre en place diverses institutions mondiales pour tenter de réguler leurs relations politiques et économiques (ONU, BRI, BM, FMI, AGETAC-OMC, G7, G20...). Malgré cela, elles restent fatalement divisées entre leurs divers États, incapables de faire dé-

périr les frontières (même dans l'Europe très morcelée) et finissent toujours par s'entre-déchirer. Cela a produit les deux guerres mondiales, la multiplication des États, la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, les tensions entre les États-Unis et la Russie ou la Chine, la montée généralisée du militarisme.

Avec le capitalisme, la lutte de la classe ouvrière, ses succès comme ses échecs, ont pris un caractère international.

Le mouvement ouvrier a toujours évolué au rythme des grandes questions mondiales. Au milieu du XIXe siècle, Engels et Marx firent leur apprentissage politique au contact du mouvement chartiste britannique pour l'un, du socialisme ouvrier clandestin français pour l'autre. Ils rejoignirent en 1847 une petite organisation internationale, la Ligue des communistes.

Puis Marx réussit en 1864 à fédérer presque toutes les organisations ouvrières existantes dans l'Association internationale des travailleurs. Au sein de la 1^{re} Internationale, les communistes défendirent contre les proudhoniens les grèves et les syndicats, l'émancipation des femmes, l'indépendance de la Pologne et de l'Irlande, l'émancipation des esclaves aux États-Unis et ils tirèrent les enseignements de la Commune de Paris. La défaite de 1871 et les agissements des bakouninistes entrainèrent le déclin de l'AIT.

La classe ouvrière surmontant la défaite, le SPD d'Allemagne devenant un parti de masse, Engels et une équipe internationale (Adler, Bernstein, Guesde, Kautsky, Labriola, Lafargue, Plekhanov, Turati...) fondèrent en 1889 l'Internationale ouvrière qui œuvra à la construction de partis ouvriers dans de nombreux pays contre tous les partis bourgeois et les courants petits-bourgeois anarchistes, populistes.... La 2e Internationale fut le théâtre de combats politiques internes menés par les internationalistes contre le protectionnisme, la confiance dans l'État bourgeois, la participation à des gouvernements dans le cadre du capitalisme, le colonialisme... Dans l'aile gauche, non structurée, figuraient le POSDR-Bolchevik de Russie, la SDKP de Pologne, le POSDB-Tesnyatsi de Bulgarie, le SDP des Pays-Bas... Mais en 1914, la majorité des sections, dont le parti-phare SPD, se rangea du côté de sa propre bourgeoisie dans la guerre interimpérialiste et l'IO cessa toute activité.

Les internationalistes de la Gauche de Zimmerwald (autour

de Lénine, Radek et Zinoviev) posèrent dès 1915 les jalons de l'Internationale communiste. La 3º Internationale prit son essor en 1919 grâce à la révolution russe, créant de nouveaux partis dans le monde entier contre le colonialisme et le capitalisme, pour la destruction des États bourgeois et pour le socialisme mondial.

Après l'adoption du « socialisme dans un seul pays » en 1924 par la bureaucratie de l'URSS, les bolcheviks-léninistes avec àç leur tête Trotsky luttèrent pour le redressement de l'IC et de ses sections.

La division systématique des rangs ouvriers en Allemagne par la 3e Internatio-

nale stalinisée permit la victoire des fascistes en Allemagne en 1933 et fut suivie de la politique de « Front populaire » avec la bourgeoisie qui permit la victoire des fascistes en Espagne en 1937. Les bolcheviks-léninistes fondèrent la 4e Internationale en 1938. Celle-ci ne trouva pas la voie des masses et fut détruite après la 2e Guerre mondiale sous la pression du stalinisme mondial qui était alors à son apogée.

Pour vaincre, la classe ouvrière doit rompre avec toute la bourgeoisie, y inclus les fractions qui, dans les pays dominés, font mine un temps de s'opposer à l'impérialisme. Le prolétariat ne peut utiliser les vieilles directions sociales-patriotes qui ont trahi de façon répétée. Il ne peut se fier à la soidisant « extrême-gauche » qui se subordonne périodiquement à des fractions de la bourgeoisie et en permanence aux agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier.

Sans un cadre international, aussi réduit soit-il au départ, il n'y pas d'internationalisme réel, ni d'orientation juste possible dans un quelconque pays.

La conception selon laquelle les sections nationales sont les fondations et les murs, tandis que l'organisation internationale est le toit qu'il faut ajouter à la fin, s'oppose au marxisme. (Trotsky, Circulaire à l'Opposition de gauche internationale, juin 1930)

Les travailleuses et les travailleurs du Québec et de tout le Canada ont besoin d'une nouvelle internationale, d'un parti mondial de la révolution socialiste.